



ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
Portant autorisation d'occupation au domaine public
PARKING de la Maison Médicale
Face au 131 Chemin des Clos

Le Maire de la commune de Vaux-sur-Seine,

VU la loi n° 82.213 du mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2213-1 à L.2213-2.

VU le Code de la Route en vigueur et notamment les articles R.411-1 à R.411-9 sur les pouvoirs de police et de circulation, les articles R.417-1 à R.417-13 sur les arrêts et stationnements, les articles R.411-17 à R.411-24 sur les interdictions et les restrictions de circulation et les articles R.325-1 à R.325-46 sur les immobilisations et mises en fourrière.

VU le Code Pénal, notamment l'article R 610-5

VU l'arrêté permanent général réglementant la circulation et le stationnement de la commune de Vaux-sur-Seine, portant le numéro 28/2023, en date du 23 février 2023.

CONSIDERANT qu'il y a lieu de réglementer le stationnement des véhicules sur le parking jouxtant la Maison Médicale face au 131 Chemin des Clos lors de son inauguration, ceci **le samedi 22 novembre 2025** ;

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les dispositions pour assurer l'ordre, la sécurité des manifestants et de la population ;

ARRETE

Article 1er :

Seules les personnes conviées à l'inauguration de la Maison Médicale seront autorisées à stationner leur véhicule sur le parking face au 131 Chemin des Clos à Vaux-sur-Seine qui sera réservé pour l'évènement précité.

Article 2 :

Le stationnement sera interdit pour les véhicules ne faisant pas partie des invités à l'inauguration **entre 10h00 et 19h00 le samedi 22 novembre 2025.**

Article 3 :

Les véhicules étrangers à l'évènement en stationnement sur ledit parking seront mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles L.325-1, L325-13, R323-1, R.323-.12, R.383-52 du Code de la Route.

Article 4 :

La surveillance de cette manifestation sera assurée par les agents de Police Municipale.

Article 5 :

Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté seront sanctionnés et poursuivis conformément aux lois en vigueur.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Commissaire, chef de la circonscription des Mureaux
- Madame la Directrice Générale des Services de la ville de Vaux-sur-Seine
- Madame la Responsable du service de Police municipale de Vaux-sur-Seine

Chacun est chargé en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté.

Article 7 :

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois après transmission aux services de l'Etat, à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication.

Fait à Vaux-sur-Seine, le 5 novembre 2025.

**Le Maire,
Jean-Claude BREARD**

